

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 28/3 (2001)

DOI: 10.11588/fr.2001.3.46569

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

andere Entwicklung prägte – »die neue Lage«, welche durch die Auflösung des Ostblocks, die Maueröffnung und die Erosion der Sowjetunion geschaffen wurde. Der welthistorische Umbruch der Jahre 1989 bis 1991 bescherte der Bundesrepublik Deutschland neben der staatlichen Einheit auch die vollständige Souveränität und die völlige internationale Gleichberechtigung. Der sich rasch anschließende Golfkrieg, der Bürgerkrieg in Somalia und der Krieg in Jugoslawien zeigten indes, daß die neuen Rechte auch sehr schnell neue Pflichten nach sich zogen. Trotz aller Irritationen und Konfusionen, die diese unerwarteten Herausforderungen in der Bundesrepublik provozierten, fällt Schöllgens abschließende Bilanz von 50 Jahren bundesdeutscher Außenpolitik äußerst positiv aus: Er weist den oft erhobenen Vorwurf der Schwerfälligkeit und mangelnden Flexibilität als ungerechtfertigt zurück. Vor allem aber anerkennt er, daß sich alle Bundesregierungen seit 1949 gemessen an der zeitweisen Hybris der vorangegangenen Großmacht Deutsches Reich »im ganzen erfolgreich auf die Ermöglichung des Erforderlichen« konzentriert hätten.

Reiner MARCOWITZ, Dresden

Gerhard A. RITTER, Über Deutschland. Die Bundesrepublik in der deutschen Geschichte, München (C. H. Beck) 1998, 302 S.

Dédié aux manifestants de Leipzig et des autres villes de la RDA dont la contestation pacifique a entraîné la chute du régime communiste et ouvert la voie à l'unification allemande, ce livre s'efforce de dresser le bilan de l'action entreprise au cours des dix dernières années pour réduire l'écart entre le niveau de développement des deux parties de l'Allemagne et faire tomber les barrières psychologiques qui séparent les *Ossis* des *Wessis*. En effet, on sait qu'au cours de cette période les pouvoirs publics n'ont pas ménagé leurs efforts pour hâter le relèvement des nouveaux Länder et que les sommes investies pour la création d'infrastructures et la rénovation du système de protection sociale se chiffrent par centaines de milliards de DM. Il n'en reste pas moins que le pays de Cocagne (*blühende Landschaften*) dont le chancelier Kohl avait fait miroiter les perspectives en 1990 reste largement mythique et que le passage d'une économie placée sous le signe de la planification centralisée (*Kommando-Wirtschaft*) à une économie de marché compétitive s'est traduit par des licenciements massifs et la disparition d'une culture d'entreprise à laquelle les ressortissants de la RDA étaient très attachés. Les femmes qui s'étaient vu reconnaître sous l'ancien régime un droit réel au travail ont été les premières victimes de la mutation en cours et à l'euphorie générale provoquée par l'unification a succédé un sentiment de frustration que le Parti du socialisme démocratique (PDS) a su exploiter pour s'affirmer comme le porte-parole de tous les mécontents. Si le mur de Berlin est tombé, il semble bien que les barrières psychologiques et »sociétales« qui séparent les Allemands de l'Ouest et de l'Est ne seront pas levées de sitôt et que la question de l'identité allemande continuera de préoccuper les esprits pendant plusieurs générations.

Professeur émérite à l'Université de Munich, Gerhard A. Ritter est un spécialiste de l'histoire sociale à laquelle il a consacré de nombreux écrits et il aborde les problèmes soulevés par l'unification en les situant dans la continuité de l'histoire allemande. A cet égard, il récuse la formule de »l'Allemagne, année zéro« popularisée par le célèbre film de Roberto Rossellini et considère que l'Allemagne n'est pas vouée à reconstituer indéfiniment autour d'elle la »coalition de la peur«. Il s'inscrit également en faux contre la thèse de la »restauration« puisque selon la formule célèbre du publiciste suisse, Robert Allemann, Bonn n'est pas Weimar. Selon lui, la République fédérale d'Allemagne créée en 1949 s'apparente aux sociétés industrielles modernes et après la défaite les préoccupations des Allemands étaient moins de fonder un ordre anticapitaliste conforme aux vœux des réformistes d'inspiration chrétienne ou des socialistes humanistes que de rompre avec la dictature nazie, de relever les

ruines de la guerre et de rétablir l'État de droit. A cet égard, l'auteur souligne les changements intervenus après 1945: affaiblissement des forces conservatrices par la disparition des *Junker*, discrédit du militarisme, rapprochement entre catholiques et protestants au sein d'un parti se réclamant de la démocratie chrétienne et abolition de la Prusse. Par ailleurs, le choix délibéré du chancelier Adenauer en faveur de l'ancrage de la RFA dans la communauté occidentale était de nature à dissiper les craintes qu'avait inspirées jadis la politique de bascule entre l'Est et l'Ouest (*Schaukelpolitik*) pratiquée aussi bien par l'empire wilhelmien que par la République de Weimar.

Si la création de la RFA a introduit une césure dans l'histoire de l'Allemagne les continuités sont tout aussi remarquables. Il en va ainsi de l'option libérale en économie, de la réintégration des fonctionnaires qui avaient servi sous le régime nazi, du rétablissement de l'autonomie des Universités et des Centres de recherche, enfin du choix d'un État fédéral qui renoue avec une tradition déjà en honneur au Moyen Age. La RFA combine donc l'ancien et le nouveau et ses institutions politiques et sociales la rapprochent des démocraties occidentales. Ritter souligne notamment l'empreinte du modèle anglo-saxon sur l'organisation des médias, décrit les mécanismes qui ont permis l'instauration d'une «économie sociale de marché» et salue les novations constitutionnelles qui ont contribué au renforcement de l'exécutif et épargné à la démocratie de Bonn les tribulations de la République de Weimar. A cet égard, les politologues français nourris de la pensée de Maurice Duverger seront particulièrement sensibles aux développements consacrés à l'influence du système électoral sur la structure et le fonctionnement des partis politiques et seront enclins à attribuer la stabilité de la vie politique ouest-allemande à l'émergence de deux grandes formations – CDU/CSU et SPD – qui ont pratiqué tantôt l'union comme ce fut le cas pendant l'expérience de la grande coalition, tantôt l'alternance en prenant appui sur des partis charnière – FDP ou Verts. On peut toutefois se demander si la montée en puissance des petits partis et le jeu du PDS ne vont pas ébranler les fondations du système politique établi par la loi fondamentale de 1949.

On lira également avec intérêt les développements consacrés aux changements intervenus dans la vie économique et sociale de l'Allemagne d'après guerre: recul de l'agriculture au profit des secteurs secondaire et tertiaire, homogénéisation des modes de vie par la consommation de masse, dépérissement de la culture ouvrière (*Abschied von der Proletariat*), tension résultant des différences de traitement entre les hommes et les femmes dans la vie professionnelle. Mais ce sont surtout les particularités de la société allemande qui retiennent l'attention et on ne laisse pas d'être frappé par le rythme de la croissance (le produit social brut a été multiplié par 23 entre 1950 et 1989) et l'intégration réussie des millions d'Allemands expulsés des territoires de l'Est ou ayant fui des régimes oppressifs. Dans un autre registre, celui de la culture, l'auteur se livre à des observations pertinentes sur le renouveau artistique et littéraire ainsi que sur les difficultés du «devoir de mémoire» dans une Allemagne qui ne sait trop comment exorciser le passé nazi. Son livre est paru avant les controverses suscitées par les prises de position de Martin Walser à l'automne 1998 et l'érection à Berlin d'un monument à la mémoire des victimes de l'Holocauste mais il met bien en évidence les dilemmes auxquels sont confrontés les Allemands dans leur tentative d'«historiciser» le III^e Reich.

Examinant l'évolution de la situation en RDA, Ritter souligne les contrastes avec la République fédérale tout en laissant entendre que la rupture avec le passé a été moins tranchée qu'on ne l'admet communément. Certes, l'État socialiste de la nation allemande s'est construit selon le modèle soviétique et son existence était étroitement tributaire du bon vouloir de Moscou. En outre, on a procédé en Allemagne de l'Est à une socialisation à outrance des moyens de production et compromis par une planification rigide le développement économique d'un pays qui n'était pas dépourvu d'atouts. Enfin, le rôle dirigeant du parti socialiste unifié (SED) et l'emprise qu'il exerçait sur l'appareil d'État ont eu pour effet de réduire au rôle de figurants les partis regroupés au sein du front démocratique et de restreindre

considérablement le champ d'exercice des libertés publiques. Mais par delà la dénonciation des tares du régime est-allemand, Ritter relève une certaine indulgence des autorités communistes à l'égard des anciens nazis et souligne le rôle instrumental d'une dénazification sélective au service de la consolidation du régime socialiste. Il fait également état de la volonté des dirigeants est-allemands d'accroître leur marge de liberté au sein de la « communauté socialiste » et de satisfaire les aspirations nationales de la population. Ainsi ils ont tenté au début des années 1970 d'enraciner le socialisme dans l'histoire de la Prusse et de l'Allemagne des Lumières et aussi bien Walter Ulbricht que Erich Honecker ont nourri l'ambition de développer un modèle économique plus performant que celui qui leur avait été imposé par l'Union soviétique. Si ces démarches n'ont pas produit les résultats escomptés et si les Allemands ont préféré se replier dans leurs « niches » privées pour échapper aux contraintes du système, il n'en reste pas moins qu'une opposition a pu se manifester à l'ombre des Églises protestantes et qu'en dépit de la surveillance étroite exercée par la police politique (STASI) elle a joué un rôle déterminant dans la chute du régime.

En définitive, Ritter plaide en faveur d'une réduction des divergences entre les nouveaux et les anciens *Länder* de manière à ce que s'affirme une identité allemande qui transcenderait les clivages Est-Ouest. Selon lui, ce processus est amorcé et on observe des changements significatifs à l'Est dans le fonctionnement des assemblées régionales et locales, dans le renouvellement du personnel politique et dans l'organisation de l'Éducation. En revanche, les différences restent sensibles dans le domaine de la presse écrite, de l'économie et de la vie religieuse. C'est dire que le bilan de l'unification est contrasté. Des transferts financiers d'une grande ampleur ont permis la modernisation des infrastructures des nouveaux Länder, la protection de l'environnement et la mise en place d'un système de protection sociale performant. Mais la politique des partis reste imprévisible en raison de la versatilité des électeurs et le PDS s'est imposé comme le porte-parole des déçus de l'unification. Aussi l'unité ne se réalisera-t-elle que si l'on reconnaît effectivement l'identité politique et culturelle des Allemands de l'Est. Pour atteindre ce but, les problèmes pendants doivent faire l'objet d'un examen sans préjugés et requérir l'action persévérante d'hommes politiques qui allient pragmatisme et vision à long terme. Gerhard A. Ritter reconnaît que l'espèce en est rare mais il ne désespère pas de l'avenir car l'histoire de la République fédérale lui a enseigné que les Allemands ont réussi à s'adapter aux réalités de l'après-guerre et qu'ils sauront également relever les défis de l'unification.

Jean KLEIN, Paris

Archives nationales, Papiers Pierre Lefranc. 569 AP. Inventaire par Agnès CALLU et Patricia GILLET, Paris (Archives nationales) 1999, 174 p.

Auch dreißig Jahre nach dem Tod Charles de Gaulles bleibt sein schriftlicher Nachlaß der Forschung bis auf weiteres verschlossen. Solange sich dieser Zustand nicht ändert, bleibt die Vita eines der größten Franzosen des 20. Jhs. von weißen Flecken übersät. Um sie ein wenig zu tilgen, richtet sich der Blick der Historiker unwillkürlich auf jene Personen, die dem Staatsmann nahestanden und über ihn Auskunft geben können. Dankbar werden sie daher zur Kenntnis nehmen, daß einer der engsten Mitarbeiter de Gaulles, Pierre Lefranc, seinen Nachlaß an die Archives Nationales in Paris abgegeben hat. Will man dem von Agnès Callu und Patricia Gillet sorgfältig bearbeiteten, detaillierten Findbuch Glauben schenken, dürfen die Papiere als unverzichtbare Quelle gelten, »pour entrevoir la personnalité du chef de l'État et, surtout, prendre le pouls du climat politique et la mesure des évolutions comportementales du groupe réuni autour de lui« (S. 16).

Lefranc, Jahrgang 1922, war nach dem Zweiten Weltkrieg zunächst für das Wirtschaftsministerium, dann im Commissariat du Plan tätig. Nach dem Rückzug de Gaulles als Regie-